Mardi 18 octobre 2022

Vœu du Conseil communautaire

Contribution de Lorient Agglomération au volet mobilité multimodale du CPER

Rapporteur : M. le Président

Considérant que :

- La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 24 décembre 2019 fixe la stratégie et la programmation financière et opérationnelle des investissements de l'Etat notamment pour :
 - Renforcer les offres de déplacements du quotidien, améliorer la qualité et la sécurité des réseaux routiers, ferroviaires et en assurer la pérennité, remédier à la saturation des villes et de leurs accès et améliorer les liaisons entre les territoires ruraux ou périurbains et les pôles urbains ;
 - Accélérer la transition énergétique, la diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) et la lutte contre la pollution et la congestion routière, en favorisant le rééquilibrage modal au profit des déplacements opérés par les modes individuels, collectifs et de transport de marchandises les moins polluants, tels que les transports en commun ou les modes actifs, en intensifiant l'utilisation partagée des modes de transport individuel et en facilitant les déplacements multimodaux.
- La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la simplification (3DS) du 21 février 2022 institue la possibilité aux départements et aux régions à titre expérimental de prendre en charge des routes et autoroutes non concédées. La RN24 et la RN165 sont concernées par cette possibilité. Plusieurs mesures de la loi visent à faciliter la réalisation des travaux sur le réseau routier. Des transferts de maîtrise d'ouvrage entre l'État et les collectivités qui le souhaitent sont rendus possibles, sur la base d'une convention, afin qu'elles puissent réaliser sur les routes nationales des travaux qu'elles considèrent comme prioritaires pour leur territoire.
- La Région Bretagne a signé le 15 mars 2022 avec l'Etat un contrat de plan Etat-Région (CPER) 2021-2027 en lien avec l'ensemble des collectivités membres de la Conférence territoriale de l'action publique (CTAP). Ce contrat mobilise près de 1,6 milliards d'euros d'investissement pour la Bretagne et ses habitants sur la période 2021-2027. Il s'articule autour de 6 défis majeurs pour la Bretagne : sa géographie péninsulaire, le renforcement de son développement économique et social, sa dimension maritime, la préservation de l'équilibre territorial, les transitions écologiques et le maintien de la cohésion sociale. Le contrat de plan de plan Etat-Région 2021-2017 ne comporte pas de volet mobilité. Ainsi, le volet mobilité du CPER 2015-2020 est donc prorogé de deux ans avec 115 M€ de prévus jusqu'en 2023 afin de mener à leur terme l'ensemble des opérations prévues.
- Cette période de prorogation permet de préparer l'avenir avec un volet mobilité multimodale à construire pour la période 2023-2027. Un premier document de travail fait état de la volonté de la Région de Bretagne de vouloir poursuivre les chantiers ferroviaires

pour rapprocher la Bretagne de Paris en revenant le grand projet ferroviaire de Liaisons nouvelles Ouest-Bretagne Pays de la Loire (LNOBPL) en créant une voie supplémentaire en gare de Rennes. La réhabilitation de voies ferrées portuaires notamment à Lorient Brest et Saint-Malo sont également mentionnées. Enfin, ce document aborde l'aménagement de voies réservées aux transports collectifs et au covoiturage sur certains axes routiers et l'installation des bornes de recharge électrique tous les 60 kilomètres d'ici 2025 et de recharge hydrogène tous les 150 kilomètres d'ici à 2030 sur les RN165 et RN24.

- Lorient Agglomération a approuvé un projet de territoire le 9 novembre 2021. L'axe 3 « Transformer : un territoire engagé dans sa transition écologique » de ce document stratégique prévoit dans ses enjeux stratégiques
 - D'améliorer les transports en commun et l'intermodalité
 - Résorber les points de congestion des RN165, RD465 (Pénétrante de Lorient) et 769 (Plouay-Lanester) par une mise à niveau du réseau routier
 - Contribuer à l'autonomie énergétique décarbonée en s'appuyant sur une stratégie structurée autour de l'hydrogène vert et du gaz naturel vert (GNV) pour décarboner les transports maritimes et terrestres.
- Lorient Agglomération a approuvé le 7 décembre 2021 le déploiement de deux stations terrestre et maritime d'avitaillement en hydrogène renouvelable pour contribuer activement à la décarbonation des mobilités sur le territoire. Compte tenu du caractère émergent de la filière hydrogène renouvelable, de la technicité des installations à concevoir, réaliser et exploiter, la passation d'un marché global de performance a été retenu pour une durée maximale de 10 ans et pour un investissement compris entre 6 et 7 M€ HT.
- Lorient Agglomération a approuvé le 12 octobre 2021 un plan de financement pour deux programmes d'action (Aact-air et InTerLUD) visant à répondre à l'objectif d'optimiser les flux de logistique urbaine et de décarbonation des moyens de transport utilisés.
- Lorient Agglomération a réuni un groupe de travail associant les communes riveraines de la RN165 et les services du Département le 1^{er} juillet 2022 pour évoquer la situation de saturation croissante de cette voie aux heures de pointes et les solutions de moyen et long terme à y apporter. Le groupe de travail a vocation à devenir un comité de pilotage « routes » élargi aux services de l'Etat dont c'est la compétence.

Le Conseil communautaire de Lorient Agglomération propose d'intégrer au prochain volet « mobilité multimodale » du CPER de la Région Bretagne à construire pour la période 2023-2027 les points suivants :

- Ouvrir de nouvelles possibilités de portage en matière de maîtrise d'ouvrage pour la création ou la modernisation des aménagements qui s'imposent (échangeurs de Lann Sévelin, de Toul Douar et du Porzo) pour sécuriser, fluidifier la circulation de transit et améliorer l'accessibilité à l'agglomération lorientaise aux heures de pointes.
- Accélérer la réalisation des études nécessaires puis des travaux sur ces différentes zones, en particulier au niveau de l'échangeur de Toul Douar qui desservirait la zone de Kerpont (9 200 emplois et plus de 600 entreprises), 1^{ère} zone d'activités du Morbihan et 2^{ème} de Bretagne.
- Sélectionner la portion Locoyarne (échangeur n° 40) - Ker dual (échangeur n° 43) de la RN165 pour l'aménagement de voies réservées aux transports collectifs et au covoiturage. Cette

portion de la RN165 pourrait être expérimentale à l'usage de la bande d'arrêt d'urgence pour ces usagers à l'image de l'expérimentation en cours à Rennes sur le RN137.

- Cibler le territoire de Lorient Agglomération pour l'installation des premières bornes de recharge hydrogène aux abords de la RN165 près de l'actuelle station GNV de la SEM Morbihan énergies. Cette localisation à mi-chemin entre Nantes, Rennes et Brest, à proximité de la 2^{ème} zone d'activité de Bretagne et associée au projet de constitution d'une filière hydrogène vert de Lorient Agglomération le justifie.
- Améliorer le cadencement du réseau BreizhGo TER sur l'axe Vannes - Lorient - Quimperlé et la desserte par la création d'une nouvelle halte ferroviaire à Lanester - Kerpont pour favoriser le report modal des trajets du quotidien.
- Activer l'élaboration d'une convention entre les différents acteurs concernés (SNCF, Région, Lorient Agglomération, commune) pour faire évoluer la gare d'Hennebont en pôle d'échange multimodal de proximité.
- Confirmer la réhabilitation de la voie ferrée portuaire entre la gare de Lorient et le port de commerce (fret et passager).
- Amorcer le verdissement de la flotte des navires reliant Groix à Lorient par l'acquisition de navires hydrogènes
- Favoriser une logistique urbaine décarbonée en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer la qualité de l'air, la sécurité et le cadre de vie sur le territoire de Lorient Agglomération.